

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Préfecture
Direction des Relations avec les
Collectivités Locales
Bureau de l'utilité publique

Arrêté n° DIRCOL 2016-0413 du 28 juillet 2016

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Orléanaise d'Assainissement 59 avenue Pierre PIFFAULT au Mans
Prescriptions complémentaires portant sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines

La Préfète
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, (parties législative et réglementaire), relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 17 juillet 2009 modifié relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines, et notamment le 3° de l'article 10;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne 2016-2021 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral n°960/1309 du 11 avril 1996, modifié par l'arrêté n° 05-3744 du 8 août 2005 autorisant la Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) à exploiter un centre de transit de déchets industriels spéciaux au 59 avenue Pierre Piffault Zone Industrielle Sud au Mans ;

VU la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation reçue le 6 mai 2011, présentée par Monsieur Dominique LUST, représentant de la Société Orléanaise d'Assainissement ;

VU le récépissé de mise à l'arrêt définitif délivré à la Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) le 5 septembre 2011 ;

VU le dossier relatif à la mise en sécurité du site à la suite de la cessation définitive d'activité sur ce site présenté par la Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) complété le 6 août 2013 ;

VU le dossier de remise en état du site, notamment l'étude de la pollution des sols et l'évaluation des risques sanitaires ;

VU le rapport du BRGM référencé BRGM/RP-59916-FR de mars 2012, relatif à l'optimisation de la surveillance de la qualité des eaux souterraines dans la Zone Industrielle Sud du Mans ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en date du 21 juin 2016 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques, réuni le 7 juillet 2016 ;

CONSIDERANT que les études menées par l'exploitant sur l'état de pollution des terrains sur lesquels étaient exercées les activités ont montré la nécessité de maintenir une surveillance de l'état des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que le réseau actuel de surveillance de la nappe mis en place par l'exploitant est insuffisant pour caractériser une pollution éventuelle aux composés organiques halogénés volatils (COHV), présente en fond de nappe notamment ;

CONSIDERANT que l'article R. 512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - La Société Orléanaise d'Assainissement (SOA), dont le siège social est situé au 6, rue Nathalie Sarraute TSA 60504 – 44205 Nantes Cedex 2, doit maintenir une surveillance de la qualité des eaux souterraines sur l'emprise de son ancien établissement situé 59, Avenue Pierre Piffault au Mans.

Article 2 - Modalités de surveillance des eaux souterraines

Article 2.1 - Implantation des ouvrages de contrôle des Eaux souterraines

La Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) est tenue de maintenir une surveillance des eaux souterraines dans les ouvrages de contrôle des eaux souterraines repérés PZ1 et PZ3 dans le dossier de cessation d'activité. Les mesures sont également effectuées à la même fréquence sur a minima 2 ouvrages, **à créer dans le délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, permettant de faire des prélèvements en fond de nappe en amont (appelé ci-après PZP1) et en aval hydraulique (appelé ci-après PZP2) du site.

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Article 2.2 - Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	Repère	Localisation par rapport au site	Aquifère capté	Profondeur de l'ouvrage
Ouvrages existants	PZ1	Amont	Superficiel	5 m environ
	PZ3	Aval	Superficiel	5 m environ
Ouvrages à implanter	PZP1	Amont	Profond	35 m environ
	PZP2	Aval	Profond	35 m environ

La localisation des ouvrages sera précisée sur **un plan** adressé à l'inspection des installations classées avec leurs coordonnées. Le plan est actualisé en cas de création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec une **fréquence semestrielle** (périodes de hautes et basses eaux) :

Ouvrages de contrôles				Paramètres
PZ1	PZ3	PZP1	PZP2	
X				- HCT <ul style="list-style-type: none"> Hydrocarbures dissous
X		X		- Composés COHV <ul style="list-style-type: none"> 1,1-dichloroéthane 1,2-dichloroéthane 1,1-dichloroéthylène Cis 1,2-dichloroéthylène Trans 1,2-dichloroéthylène Dichlorométhane Tétrachloroéthylène Trichloroéthylène Tétrachlorométhane Chloroforme Bromophorme Chlorure de vinyle Hexachlorobutadiène
X				- Composés BTEX <ul style="list-style-type: none"> Benzène Ethylbenzène Xylènes
X		X		- HAP <ul style="list-style-type: none"> HAP totaux (6)
X				- Métaux <ul style="list-style-type: none"> Arsenic Cadmium Chrome total Plomb Nickel

Le **niveau piézométrique** de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les résultats **et les commentaires correspondants** sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose **un suivi renforcé** et, le cas échéant, des **mesures** pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Article 2.3 - Adaptation du programme de surveillance

Au terme d'une période de 4 ans, la Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pourra introduire, auprès du Préfet, une demande d'adaptation de la fréquence des mesures, argumentée en fonction des résultats de l'observation des années précédentes.

Au même titre, la Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pourra proposer une adaptation du programme de surveillance de la nappe si ladite société entreprend des mesures aux fins de réduire les sources de pollution résiduelles sur le site.

Article 3 - Dispositions administratives

Article 3.1 : Publicité de l'Arrêté

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie du Mans pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pour une durée identique.

Le maire du Mans fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Sarthe l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SOA.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SOA dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 3.2 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3.3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, le directeur départemental des territoires de la Sarthe, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le délégué de l'agence régionale de santé et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON

